2007-05329/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES SEPTEMBRE 2001

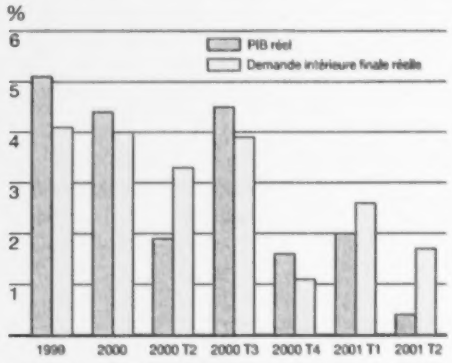
APERÇU

- Au second trimestre de 2001, le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 0,4 %, après un gain de 2,0 % au premier trimestre.
- La baisse de la demande extérieure, principalement des États-Unis, a ralenti le rythme de la croissance, les exportations réelles ayant chuté de 3,1 %.
- La décélération de la demande intérieure finale réelle a également contribué à ralentir le rythme de la croissance, tandis que l'accumulation des stocks atténuait l'incidence de cet essoufflement. Les importations ont permis de satisfaire à une partie de la hausse de la demande intérieure, ce qui a davantage restreint la croissance de la production au Canada.
- La dégringolade des prix mondiaux de l'énergie a entraîné dans sa chute les prix des exportations et elle a renforcé l'incidence négative des mouvements de la balance commerciale réelle sur la balance commerciale nominale. Tout cela a contribué à une chute de 14,5 milliards de dollars qui a ramené l'excédent du compte courant à 39,5 milliards de dollars, soit 3,6 % du PIB nominal.
- Dans l'ensemble, la croissance de l'emploi a atteint 1,1 % au second trimestre, mais de légères baisses ont été observées en juin, en juillet et en août. Néanmoins, plus de 330 000 nouveaux emplois nets ont été créés depuis la fin de 1999. Le taux de chômage s'élevait à 7,2 % en août 2001, soit un peu plus que le taux de 7,0 % enregistré en juillet.

La croissance du PIB réel ralentit

Le gain modeste enregistré au second trimestre représentait le 37e trimestre consécutif de croissance de la production. La croissance de la demande intérieure finale réelle a ralenti pour passer de 2,6 % au premier trimestre à 1,7 %. Jumelée à la hausse des importations, cette situation a atténué la nécessité d'augmenter la production canadienne (graphique 1).

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – La demande intérieure finale comprend les dépenses des Canadiens se rapportant à des biens, à des services, à des logements ainsi qu'à des usines et à du matériel.

La croissance des dépenses de consommation s'atténue

Les dépenses de consommation réelles ont augmenté de 1,1 %, un rythme moins rapide qu'au trimestre précédent. La croissance des dépenses en biens durables a chuté radicalement pour s'établir à 2,1 %, toutes les grandes catégories ayant concouru à ce résultat,

Nota : Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles disponibles en date du 7 septembre 2001, à midi.

Ministère des Finances Canada Department of Finance Canada

Canada

Principaux indicateurs économiques
(variations en pourcentage, taux annuels, sauf indication contraire)

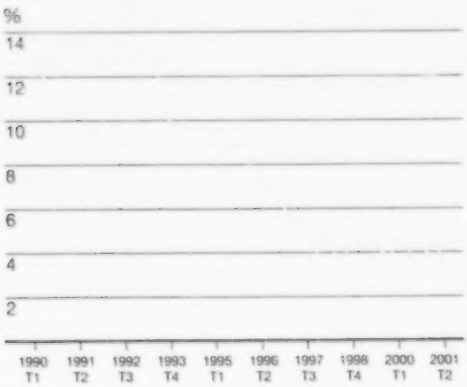
	1999	2000	2000 T4	2001 T1	2001 T2	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	5,1	4,4	1,6	2,0	0,4		–
Demande intérieure finale	4,1	4,0	1,1	2,6	1,7		–
Dépenses publiques							
Biens et services	2,6	2,2	3,5	3,0	3,2		–
Immobilisations brutes	12,3	7,6	2,2	1,5	-4,5		–
Dépenses de consommation	3,4	3,6	1,2	3,4	1,1		–
Construction résidentielle	5,3	2,7	3,9	6,5	0,4		–
Investissements fixes des entreprises	7,2	8,1	-3,5	-2,6	3,8		–
Construction non résidentielle	1,8	5,3	2,7	2,5	2,1		–
Machines et matériel	10,5	9,7	-7,0	-5,6	4,8		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	4,6	9,2	4,5	-0,1	1,6		–
Exportations	9,9	7,6	-0,1	-4,7	-3,1		–
Importations	7,3	8,1	-9,1	-9,6	-2,1		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	1,7	26,9	34,2	54,0	39,5		–
(% du PIB)	0,2	2,5	3,2	4,9	3,6		–
Revenu personnel nominal	4,8	6,1	6,0	7,4	-0,2		–
Revenu personnel disponible nominal	5,0	5,6	9,3	6,5	-1,3		–
Revenu personnel disponible réel	3,3	3,5	6,8	5,7	-5,6		–
Bénéfices avant impôts	21,9	21,8	7,5	13,1	-6,4		–
Coûts et prix (%, rythme annuel)							
Indice implicite du PIB	1,4	3,7	3,4	3,7	2,5		–
Indice des prix à la consommation	1,7	2,7	3,1	2,8	3,6	2,6	juill. 2001
IPC – hors les huit éléments les plus volatils	1,3	1,3	1,5	1,8	2,3	2,4	juill. 2001
Coûts unitaires de main-d'œuvre	0,8	2,3	2,7	3,2	1,7		
Règlements salariaux (total)	2,2	2,5	2,9	3,5	2,9	3,2	juin 2001
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	7,6	6,8	6,9	7,0	7,0	7,2	août 2001
Croissance de l'emploi	2,8	2,6	3,0	0,9	1,1	-0,6	avril 2001
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	67,32	67,34	65,55	65,47	64,89	64,22	6 sept. 2001
Taux préférentiel (%)	6,4	7,3	7,5	7,1	6,3	5,75	6 sept. 2001

Nota : Les données réelles sont en dollars de 1997 (en chaîne).
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Développement des ressources humaines Canada

tandis que celle des dépenses au titre des services a ralenti. De même, les consommateurs ont moins dépensé pour des biens non durables qu'au premier trimestre.

Le revenu des particuliers est demeuré à peu près inchangé par rapport au premier trimestre. Les transferts du gouvernement ont fortement baissé après avoir été momentanément gonflés par les paiements fédéraux d'allégement des frais de chauffage. En outre, la croissance du revenu du travail a été moins marquée qu'au trimestre précédent, les employés ayant travaillé, en moyenne, un moins grand nombre d'heures par semaine qu'au premier trimestre. Le revenu personnel disponible réel a donc diminué, même si l'impôt sur le revenu versé au gouvernement n'a que légèrement progressé. Avec la croissance des dépenses des ménages en biens et en services, ces facteurs ont entraîné un fléchissement du taux d'épargne des particuliers, qui a été ramené de 4,6 % à 2,8 %, soit le même niveau que le plancher historique déclaré au troisième trimestre de 2000 (graphique 2).

Graphique 2
Taux d'épargne des particuliers



La croissance de l'investissement résidentiel plafonne

L'investissement résidentiel, qui repose en grande partie sur la production intérieure, a connu une très modeste croissance de 0,4 % au second trimestre, après un gain de 6,5 % au premier trimestre. La progression remarquable du marché de la revente des maisons a neutralisé la baisse du nombre de mises en chantier et de rénovations.

Les investissements fixes des entreprises s'accroissent

Après trois diminutions consécutives, les dépenses des entreprises en usines et en matériel ont grimpé de 3,8 % au second trimestre. L'investissement dans les machines et le matériel à forte incidence sur les importations a augmenté de 4,8 % après une chute de 5,6 % au trimestre précédent. Les gains ont surtout touché le matériel de transport et les achats de logiciels. La construction non résidentielle, qui repose largement sur la production intérieure, a progressé plus modestement de 2,1 %, grâce à l'accroissement des dépenses dans des projets d'ingénierie et de construction, principalement dans le secteur du gaz et du pétrole.

Les stocks des entreprises s'accumulent

L'accumulation de 1,6 milliard de dollars des stocks des entreprises au second trimestre a fait suite à une légère baisse au premier trimestre, ce qui a contribué à la croissance du PIB réel. L'augmentation du second trimestre est attribuable en partie à une augmentation des stocks d'énergie, tandis que la légère baisse au premier trimestre était en réaction à la nécessité de réduire les stocks dans le secteur de l'automobile et dans celui des produits de haute technologie.

Les exportations chutent tandis que les importations grimpent

La demande extérieure de biens et de services canadiens a faibli au second trimestre, les exportations réelles ayant diminué de 3,1 %. Les exportations de produits de l'énergie, de machines et de matériel, et surtout les produits de haute technologie, ont encaissé le gros du choc. Cette situation est conforme au ralentissement de la croissance aux É.-U. et à la baisse des stocks dans ce pays pendant la première moitié de l'année.

Les importations réelles ont avancé de 2,1 % pendant le trimestre, surtout dans les secteurs de l'énergie et de l'automobile. La baisse des importations de machines et de matériel autres que dans le secteur de l'automobile a toutefois restreint la croissance des importations.

L'excédent du compte courant a été réduit

Avec la chute des exportations réelles, l'augmentation des importations réelles et la détérioration des termes de l'échange (les prix des exportations ont reculé tandis que les prix des importations augmentaient), l'excédent de la balance commerciale nominale a régressé de 10,9 milliards de dollars par rapport au premier trimestre. Avec la détérioration du solde des revenus de placements et des transferts nets entre les Canadiens et les non-résidents, ce résultat a entraîné une diminution de 14,5 milliards de dollars de l'excédent du compte courant, par rapport au sommet historique du premier trimestre, l'excédent s'établissant à 39,5 milliards de dollars, ou 3,6 % du PIB. Ce niveau demeure toutefois une nette amélioration par rapport aux déficits affichés pendant la majeure partie des années 1990.

L'inflation demeure contenue

Les pressions sous-jacentes de prix et de coûts sont demeurées contenues au second trimestre. La chute des prix mondiaux de l'énergie a modéré la croissance de l'indice implicite des prix du PIB. La croissance d'une année sur l'autre de cette mesure exhaustive de l'inflation a été ramenée de 3,7 % au premier trimestre

à 2,5 % au second trimestre. La hausse des prix intérieurs est également demeurée contenue, l'inflation de l'IPC d'une année sur l'autre ayant été ramenée de 3,3 % en juin à 2,6 % en juillet. L'inflation sous-jacente de l'IPC, qui exclut les huit éléments les plus volatils, a atteint un niveau de 2,4 % en juillet d'une année sur l'autre.

La productivité du travail a été mitigée au second trimestre : la production par employé a fléchi de 0,6 % tandis que la production par heure travaillée grimpait de 7,5 %. La croissance du revenu du travail a continué de dépasser celle de la production, faisant grimper légèrement les coûts unitaires de main-d'œuvre par unité de production à un niveau de 1,7 % de plus qu'un an auparavant, ce qui constitue une baisse après l'augmentation de 3,2 % d'une année sur l'autre enregistrée au premier trimestre.

Les bénéfices des sociétés baissent

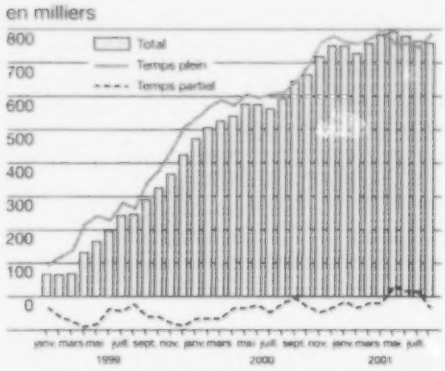
Les bénéfices des sociétés ont reculé de 6,4 % après 11 trimestres consécutifs de progression. Cette diminution a ramené les bénéfices à un niveau de 6,5 % plus élevé qu'un an auparavant. La diminution des bénéfices a été notable dans le secteur de l'énergie sous l'effet de la chute des prix. De même, les bénéfices des fabricants ont régressé en raison du ralentissement de la demande, surtout en ce qui a trait aux produits électroniques et informatiques.

Le taux de chômage augmente légèrement

Au second trimestre, la croissance de l'emploi est demeurée modérée, ayant progressé de 1,1 % après un gain de 0,9 % au premier trimestre. La modeste croissance économique a résulté en de faibles pertes d'emploi en juin, en juillet et en août, le taux de chômage en août s'étant établi à 7,2 %, soit un peu plus que le taux de 7,0 % enregistré en juillet. Les modestes gains d'emploi affichés jusqu'ici en 2001 ont été réalisés au chapitre des emplois à temps plein.

De façon plus globale, cette stagnation a suivi une période de forte croissance de l'emploi, 750 000 nouveaux emplois nets ayant été créés en 1999 et en 2000 (graphique 3), entièrement au chapitre des emplois à temps plein.

Graphique 3
Croissance cumulative de l'emploi depuis décembre 1998



Les taux d'intérêt chutent

En réaction à la faible croissance économique, la Réserve fédérale des É.-U. a abaissé sept fois le taux cible des fonds fédéraux en 2001, soit une baisse totale de 3 points de pourcentage. La plus récente baisse a été celle de 25 points de base annoncée le 21 août. De son côté, la Banque du Canada a réduit le taux d'escompte à six reprises au cours de cette période, soit de 175 points de base en tout, la baisse de 25 points annoncée le 28 août étant la plus récente.

Les taux d'intérêt des marchés aux États-Unis ont aussi chuté dans les trois derniers mois. Avec la baisse des taux d'intérêt à long terme, ceux-ci ont été ramenés près du niveau du début de 2001, tandis que les diminutions des taux à court terme ont correspondu à peu près aux réductions du taux cible des fonds fédéraux. Même s'ils ont évolué de façon générale dans le même sens qu'aux É.-U. au cours des derniers mois, les taux d'intérêt canadiens demeurent plus élevés qu'aux É.-U, l'écart observé au chapitre des taux courts ayant été légèrement resserré et celui des taux longs s'étant agrandi modestement.

La croissance des économies canadienne et américaine ayant été assez faible et l'écart entre les taux d'intérêt des deux pays ayant très peu changé, le dollar canadien s'est négocié entre 64 et 66 cents américains au cours des derniers mois, et il a clôturé à 64,22 cents américains le 6 septembre.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, (613) 995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Mostafa Askari, (613) 992-3055. Également diffusée sur Internet à l'adresse http://www.fin.gc.ca/
This publication is also available in English.